



Lettre d'information d'Universitaires Sans Frontières

Dans de nombreux pays, la formation professionnelle des jeunes est une des conditions *sine qua non* du développement futur : c'est ainsi que le Bénin a décidé de mettre en place une loi-cadre sur la formation en alternance.

Le contexte géopolitique est en constante évolution, et une accélération de la « tectonique des plaques géopolitiques » se fait jour avec des tendances lourdes : dans ce contexte, que doit faire USF ?

Enfin, nous présentons l'annonce d'une conférence internationale sur la Formation, le Génie industriel et Organisationnel (AKTIION 2023) qui aura prochainement lieu en Guinée.

Souhaitant bonne lecture.

Prof. Robert Laurini, directeur de publication.

La formation professionnelle : une priorité nationale au Bénin

La qualification professionnelle de la population béninoise reste très faible, comme dans un grand nombre de pays africains. On estime que 56% de la population entre 15 et 64 ans n'a jamais été scolarisée. L'économie de ce pays reste dominée par la contribution du secteur informel, et ce secteur reste caractérisé par la prédominance (81,3 %) d'actifs non instruits.

Depuis 2019, des décisions ont été prises par l'État pour mettre en œuvre une Stratégie nationale par l'élaboration de programmes de développement de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) qui visent l'acquisition de connaissances et de compétences pour le monde du travail.

Six secteurs économiques prioritaires ont été identifiés comme moteurs de la croissance économique sur lesquels le Bénin entend fonder son développement. Ces six secteurs prioritaires sont le Tourisme, l'Agriculture, les Infrastructures, le Numérique, l'Electricité, le Cadre de Vie, l'Economie du Savoir, l'Eau Potable et la Protection Sociale. Après deux ans d'exécution, les quarante-cinq projets engagées dans ces secteurs de développement

confirment l'intégration dans le monde du travail des personnes ayant acquis une qualification technique dans ces domaines. Dès lors, un des objectifs est de faire face aux limites du système d'enseignement traditionnel, et en particulier le mythe qui tend à faire de l'emploi dans l'administration publique la voie idéale de promotion sociale.



Jean Pierre BIO YARA, Directeur de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle présente la mise en place des unités de formation professionnelle sur l'ensemble du territoire béninois.

Une loi-cadre prévoit la mise en place de la formation en alternance. Les décrets

d'application doivent permettre de rendre prochainement opérationnel ce nouveau dispositif.

Une agence spécialisée, l'Agence de Développement de l'Enseignement Technique (ADET) a pour missions, la coordination, la mise en œuvre, la supervision et le suivi de l'ensemble des projets et programmes relatifs à la Stratégie nationale de l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels (EFTP). Les engagements pris conduisent à un vaste programme de réhabilitation de lycées agricoles et d'une école des métiers dans les secteurs de l'énergie, le numérique, le tourisme, l'eau et l'assainissement la maintenance des véhicules et des équipements industriels, le BTP, ainsi que les métiers du bois et de l'aluminium.

La Direction de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (DETFP) du ministère des Enseignements secondaire, Technique et de la Formation professionnelle est un élément essentiel de ce dispositif. Comme l'indique son Directeur Jean Pierre BIO YARA, « *les programmes ont été revus pour aboutir à des formations modulaires adaptées, des formations de formateurs engagées, et les liens avec les employeurs renforcés* ». Une mobilisation des fonds a été nécessaire et des partenariats internationaux ont été établis avec l'AFD, la coopération Suisse, les Pays Bas, l'Allemagne... auxquels se sont ajoutés les financements nationaux.

Qu'en est-il de la formation professionnelle dans l'enseignement supérieur ? Des Instituts Universitaires d'Enseignement Professionnel (IUEP) ont été créés. Ils apportent à court terme, une réponse à l'absence des ressources humaines intermédiaires qualifiées dans les métiers pratiques, artisanaux, agricoles et du tertiaire. A moyen terme la stratégie nationale de formation professionnelle prévoit d'étendre à l'enseignement supérieur les dispositifs déjà opérationnels pour l'enseignement primaire et secondaire. Cela sera une opportunité pour le développement des licences et master professionnels en liaison avec le développement des secteurs économiques nationaux.

Pour de plus amples renseignements, contacter le Professeur Xavier Alphaize, xavier.alphaize@gmail.com. ■

USF et la tectonique des plaques géopolitiques

Genèse et objectifs d'USF

USF a été créée à partir d'une double

constatation : d'une part, des universités dans les pays en voie de développement nécessitent de se moderniser, et, d'autre part, il existe des universitaires notamment retraités qui peuvent contribuer car ils disposent de compétences et du temps.

Depuis une douzaine d'années, ainsi USF a pu, grâce à son réseau de consultants bénévoles, aider une quarantaine d'établissements d'enseignement supérieur notamment en Afrique sub-saharienne.

Au fil des années, des tendances lourdes sont venues ralentir voire entraver cette activité. L'objet de ce texte sera de les examiner. On distinguera deux niveaux, le niveau local et le niveau géopolitique.

Contexte local

Rappelons pour mémoire qu'au niveau local, les difficultés concernent notamment la démographie universitaire galopante, l'insuffisance des investissements publics, les compétences souvent limitées des enseignants-chercheurs locaux, l'insuffisance des travaux pratiques et des techniciens de laboratoire, l'absence de recherche et de mise-à-jour des cours, l'insuffisance des partenariats internationaux, l'inadéquations des formations conduisant au chômage des diplômés, les problèmes liés à l'électricité et à Internet, l'insuffisance de l'assurance et contrôle qualité, etc. A tout cela, il faut ajouter la lourdeur des mécanismes de prises de décision.

Mais ce cadre, déjà sombre, est la convergence d'autres tendances géopolitiques lourdes plus pernicieuses. Examinons-les rapidement.



Bouleversement des plaques tectoniques géopolitiques. Photo : Istock/Gearstd

Contexte géopolitique

L'ardente obligation du développement durable dans ces pays exige d'avoir des cadres,

soucieux de ces problèmes, qui proposent et mettent en place des solutions pérennes. Mais pour ces personnes compétentes, l'attrait des salaires dans les pays développés vient les diriger vers d'autres horizons.

Dans ces pays devant l'insuffisance des emplois locaux et la mauvaise adéquation entre formations et marché du travail, nombreux sont ceux qui émigrent. Ces migrations internationales de nature économique sont amplifiées par les questions politiques et climatiques.

Une autre tendance lourde est l'existence de classement des universités du type de Shanghai pousse les universités des pays développés à chercher des partenariats susceptibles de les élever dans ce classement au détriment de la solidarité internationale envers les établissements d'enseignement supérieur des pays en voie de développement. L'autre méfait est celui de l'attitude de d'universités prédatrices pour s'attirer les meilleurs talents.



On y ajoutera le rejet croissant de la France en Afrique notamment sous l'instigation des Russes et des Chinois. Plus généralement, de nombreux pays africains, sud-américains et océaniens sont à la recherche de partenariats autres qu'occidentaux, et sont sensibles aux propositions du nouvel axe Moscou-Pékin. Un sentiment « décolonialiste » se répand dans de nombreuses universités et milieux intellectuels.

A tout cela, il faut tenir compte de l'existence du djihadisme et ses répercussions en Afrique sub-saharienne, sans oublier les ravages de l'économie de la drogue.

Que faire ?

Devant cette situation complexe, que l'on pourrait comparer à une tectonique des plaques du point de vue géopolitique, les réponses dépassent de beaucoup les capacités d'USF.

Toutefois, nos actions dans une quarantaine d'universités dans les pays en voie de développement peuvent apporter une petite lueur d'espoir.

Comme disait Mère Térésa, « Ce que nous ne faisons n'est rien de plus qu'une goutte d'eau dans l'océan. Mais si cette goutte n'était pas dans l'océan, elle lui manquerait ».

Pour de plus amples renseignements, contacter le Professeur Robert Laurini, Robert.Laurini@usf-awb.org. ■

Conférence Internationale sur la Formation, le Génie industriel et Organisationnel (AKTIION 2023)

Le Réseau International de valorisation de la recherche (<https://reuniir.mines.albi.fr>) et les trois Établissements universitaires (l'Université Gamal Abdenasser de Conakry en Guinée, l'Université Kofi Annan de Conakry en Guinée, et l'Ecole Mines Télécom l'IMT Mines Albi-Carmaux en France) lancent un appel à participation à la 2ème Conférence Internationale sur la Formation, le Génie industriel et Organisationnel (AKTIION 2023). Cette deuxième édition se déroulera du 07 au 09 Novembre 2023 à l'Université Gamal Abdenasser de Conakry en République de Guinée, et le thème principal retenu est "Apport du Génie Industriel au développement durable en Afrique".



C'est une Conférence pluridisciplinaire et l'aspect informatique est très présent (La digitalisation et impacts, aide à la décision, les technologies pour la sécurité et la défense, ingénierie de la connaissance, intelligence artificielle, commande et gestion intelligente de l'énergie, ...). Pour plus de détails (délais de soumission, inscription, etc.), se reporter au site web de cette conférence <https://aktiion2023.sciencesconf.org>.

Prof. Mohamed Tayeb LASKRI, Recteur de l'Université Kofi ANNAN de Guinée, www.ukaguinee.org, mail recteur@ukaguinee.org. ■